

Service Installations classées de la DDPP  
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2025-04-08  
du 11 avril 2025**

**portant prescriptions complémentaires pour le site exploité par la société OSIRIS GIE  
sur la plateforme chimique de Roussillon sur les communes de Salaise-sur-Sanne  
Roussillon et Le Péage-de-Roussillon**

La préfète de l'Isère,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre I<sup>er</sup>, Titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et le Livre V, Titre I<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement), et les articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN, préfète de l'Isère ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'ensemble des arrêtés préfectoraux réglementant les activités de la société OSIRIS GIE au sein de son établissement situé sur la plateforme chimique de Roussillon sur les communes de Salaise-sur-Sanne, Roussillon et Le Péage-de-Roussillon, et notamment l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011-038-0020 du 7 février 2011 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°38-2024-11-25-00051 du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Jean-Luc DELRIEUX, directeur départemental de la protection des populations de l'Isère ;

Considérant le projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) de la nappe alluviale du Rhône à Le Péage-de-Roussillon publié le 2 février 2024 ;

Considérant le dossier de demande de révision des autorisations de prélèvements d'eau concernant son site dans le cadre du PTGE transmis le 24 février 2025 par la société OSIRIS GIE ;

Considérant l'avis du service eau, hydroélectricité, nature (EHN) de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes du 13 mars 2025 ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 31 mars 2025 ;

Considérant le courriel du 1<sup>er</sup> avril 2025 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant son établissement ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courriel du 4 avril 2025 et le courriel en réponse du 4 avril 2025 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que le projet envisagé ne constitue pas une modification substantielle des conditions d'exploitation au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.181-45 du code de l'environnement, des prescriptions complémentaires sont fixées par des arrêtés préfectoraux complémentaires ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.181-45 du code de l'environnement, la présentation de ce dossier devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (Co.D.E.R.S.T.) ne s'avère pas nécessaire ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

## Arrête

### Article 1 :

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2011-038-0020 du 7 février 2011 autorisant la société OSIRIS GIE (SIREN n°422 382 168 ; siège social : rue Gaston Monmousseau – 38150 Roussillon), à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement sur les communes de Salaise-sur-Sanne, Roussillon et Le Péage-de-Roussillon, est modifié et/ou complété par les prescriptions détaillées aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

### Article 2 :

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

### Article 3 :

Le point 4.1.2.2. de l'article deux des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011-038-0020 du 7 février 2011 est supprimé et remplacé comme suit :

« 4.1.2.2. - L'alimentation en eau pour les usages des établissements implantés sur la plateforme chimique de Roussillon est assurée selon le tableau suivant :

Source	Débit instantané maximal	Volume maximal quotidien	Volume maximal annuel
Réseau d'eau potable	-	300 m <sup>3</sup> /j	109 500 m <sup>3</sup> /an
Champ captant de l'île de la Platière - « Platière centre »	10 000 m <sup>3</sup> /h	55 000 m <sup>3</sup> /j	20 075 000 m <sup>3</sup> /an
Champ captant en rive gauche du canal CNR - « Terrasse Nord »		30 000 m <sup>3</sup> /j	10 950 000 m <sup>3</sup> /an

»

### Article 4 :

Le tableau « Rejet général – Canal CNR » relatif au rejet général de la plateforme chimique de Roussillon figurant à l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2021-11-12 du 24 novembre 2021 est supprimé et remplacé comme suit :

## « Annexe 3 – VALEURS LIMITES ET SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'EAU

### 1ère partie – Rejet général de la plateforme chimique

#### Rejet général – Canal CNR

Paramètres	Fréquence de surveillance	Concentration maximale	Flux maximal	
Débit	Continue	Débit maximal : 95 000 m³/j		
Température		30°C		
DCOnd	Journalière			
DBO5				
Hydrocarbures				
Indice phénol				
AOX				
Zinc				
Fluor				
Fer				
Etain				
Manganèse				
Cyanures				
Chlorures				
Sulfates				
Cumène	Journalière *			
Benzène				
pH	Hebdomadaire			
MEST				
Azote global				
Phosphore total				
Aluminium				
Cuivre				
Chrome total				
Nickel				

\* cette fréquence peut être diminuée si la société OSIRIS GIE réalise une surveillance quotidienne en amont du rejet général permettant de suivre, a minima, 80 % des émissions du polluant considéré. Ce programme est soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées. »

#### Article 5 : Délai d'application des prescriptions

Les articles 3 et 4 de ce présent arrêté entrent en vigueur à compter de la mise en service effective de la connexion entre le champ captant en rive gauche du canal CNR et la plateforme chimique de Roussillon, ou au plus tard au 1<sup>er</sup> juillet 2026.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées tout document permettant d'attester de l'achèvement des travaux permettant cette connexion.

## Article 6 : Publicité

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée en mairies de Salaise-sur-Sanne, Roussillon et Le Péage-de-Roussillon et peut y être consultée. .

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairies de Salaise-sur-Sanne, Roussillon et Le Péage-de-Roussillon pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la DDPP – service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère ([www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr)) pendant une durée minimum de quatre mois.

## Article 7 : Voies et délais de recours.

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative, en l'espèce le tribunal administratif de Grenoble :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

*(Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette*

décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.)

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérécours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de Vienne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et les maires de Salaise-sur-Sanne, Roussillon et Le Péage-de-Roussillon sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société OSIRIS GIE.

Pour la préfète et par délégation,  
la directrice départementale adjointe de la  
protection des populations,



Estelle BOHBOT